RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire à fin juillet 2016

La balance commerciale alimentaire a été déficitaire de janvier 2016 à fin juillet 2016.

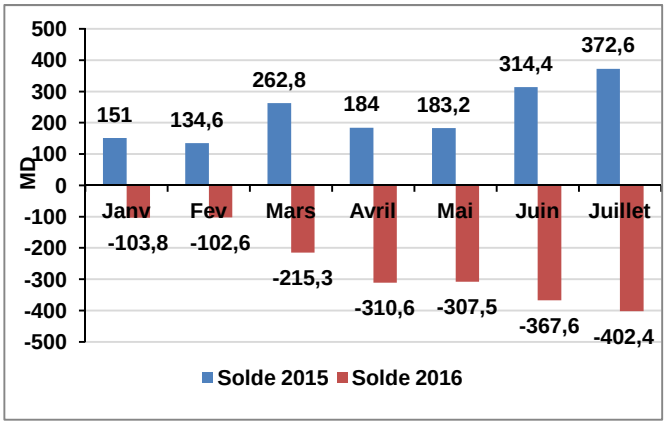
Le déficit au terme du 7éme mois de l'année a atteint 402.4 MD soit 775 MD de moins par rapport au solde excédentaire de l'année précédente où il avait été de 372.6 MD et un taux de couverture de 80.1% contre 117% en 2015.

La valeur des exportations a diminué de 37% en raison d'une baisse des ventes de l'huile d'olive, celle des importations a régressé de 8%.

La réduction de la facture céréalière suite à la baisse des prix à l'import conjuguée à une diminution du volume et du prix moyen des achats du sucre expliquent en partie cette régression.

Par ailleurs à l'exception de la pomme de terre, les prix moyens des principaux produits alimentaires importés ont baissé. Le déficit de la balance commerciale alimentaire a contribué pour près de 6% au déficit global de la balance commerciale du pays qui a atteint 6856.3 MD contre 6943.1 MD à fin juillet 2015 soit 1.3% de moins.

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au terme du mois de juillet 2015 et 2016.



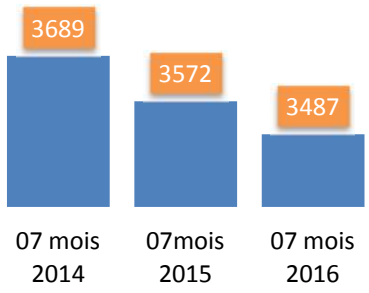
Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES A FIN JUILLET 2016

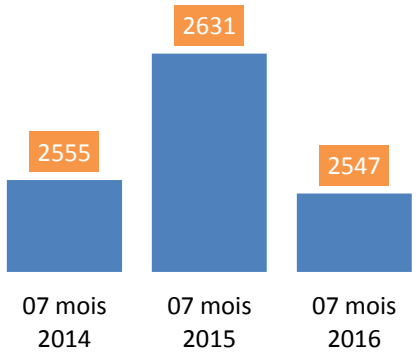
Par rapport à fin Juillet 2015 on distingue :

- Une hausse de **43.8%** du volume des investissements approuvés.
- Une hausse de **8.8%** de la part des fonds propres et une baisse de **40.6%** de la part des crédits bancaires dans les investissements agricoles approuvés.
- Une hausse importante de **151%** des investissements réalisés par les SMVDA (13.3MD contre 5.3 MD).
- Hausse de **22.7%** des emplois permanents par la création de **3313** postes.

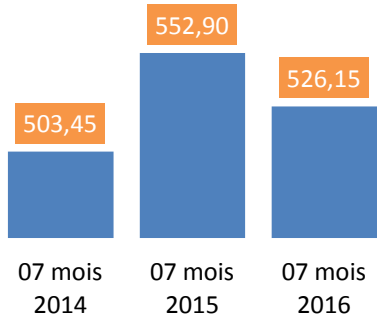
Investissements declarés en nombre



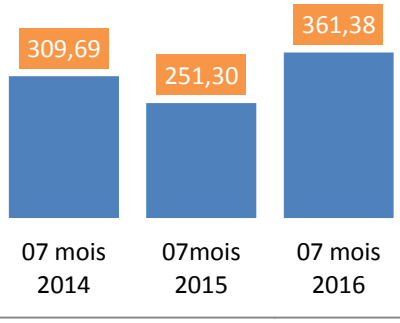
Investissements approuvés en nombre



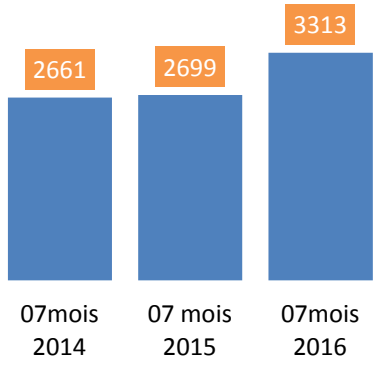
Investissements declarés en Millions DT



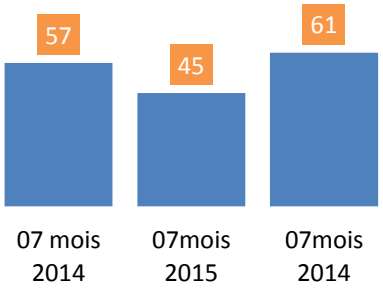
Investissements approuvés en Millions DT



Emplois à créer



Crédits fonciers en nombre



Répartition géographique des investissements agricoles approuvés

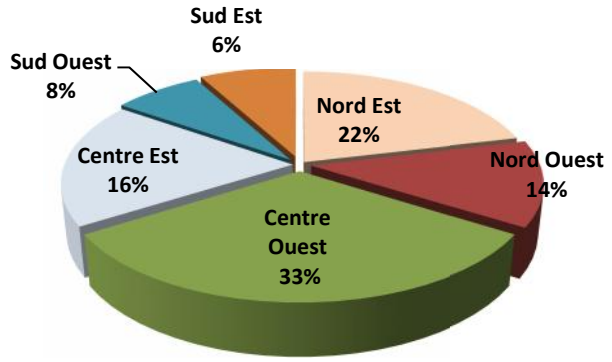
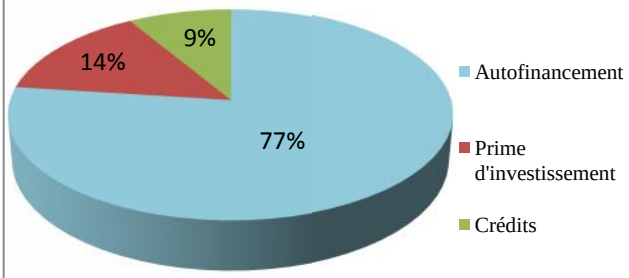


Schéma de financement des investissements agricoles approuvés



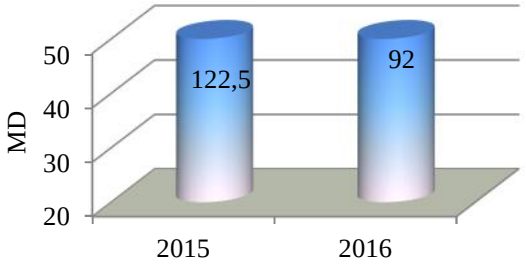
Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'APIA

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Juillet 2016 (Résultats de 2016 par rapport à 2015)

PRODUCTION	• **Pêche:** ↓ **-17%** (62,6 mille tonnes contre 75,4 mille tonnes) • **Aquaculture:** ↑ **6,6%** (8,1 mille tonnes contre 7,6 mille tonnes)
EXPORTATION	• **Volume:** ↓ **-5%** (11,5 mille tonnes contre 12,1 mille tonnes) • **Valeur:** ↓ **-6,1%** (176 MD contre 187,5 MD)
IMPORTATION	• **Volume:** ↑ **8,4%** (16,7 mille tonnes contre 15,4 mille tonnes) • **Valeur:** ↑ **29,2%** (84 MD contre 65 MD)

*Le **solde des échanges extérieurs** des produits de la pêche à fin Juillet 2016 a été positif avec (+92 MD) contre (+122,5 MD) enregistrés au cours de la même période de l'année précédente, soit une baisse de 24,9%.*

Solde des échanges extérieurs à fin Juillet en 2015 et 2016



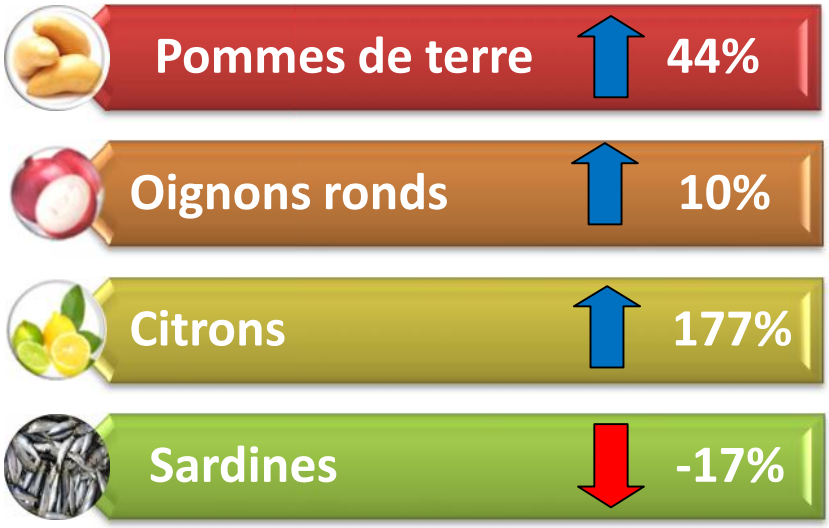
NB : Les chiffres de l'année 2016 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.

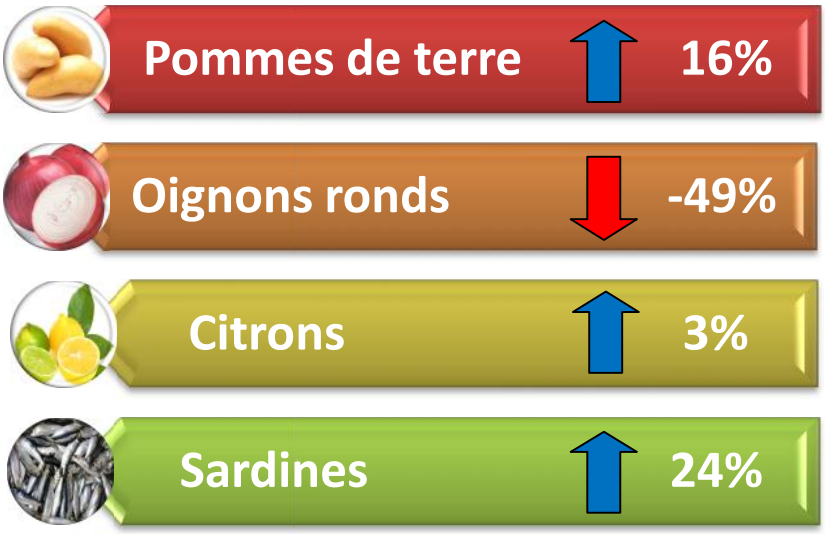
Evolution de l'offre globale
Août 2016/ Août 2015

- Augmentation de l'offre des légumes (**+4%**)
- Diminution de l'offre des fruits (**-6%**)
- Augmentation de l'offre des produits de la mer (**+19%**)

Evolution de l'offre des principaux produits



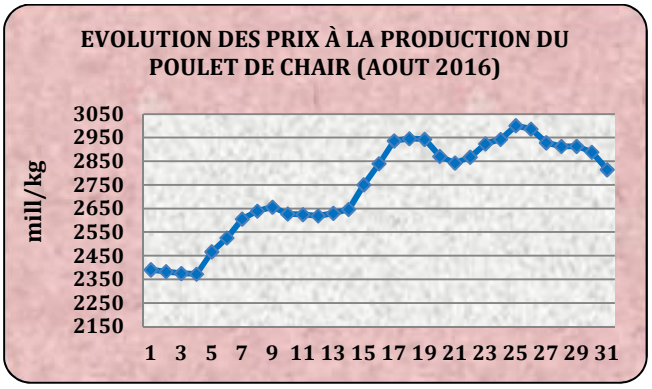
Evolution des prix des principaux produits



FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE (AOUT 2016)

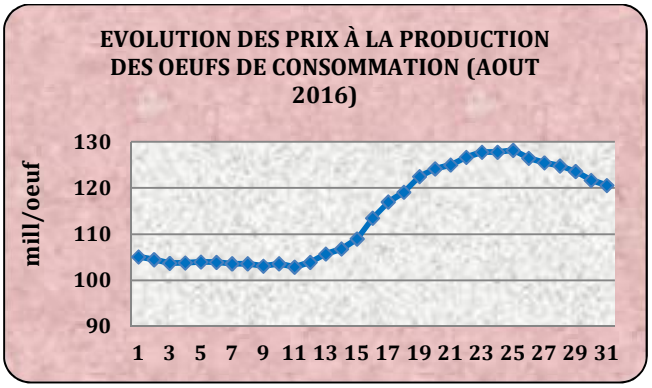
PRIX A LA PRODUCTION (AOUT 2016)

Poulet de chair
(Période du 01/08/2016 au 31/08/2016)



Les prix à la production du poulet de chair ont connu une hausse progressive tout au long du mois d'août 2016 avec cependant quelques fluctuations qui ont varié de 2373 mill/kg le 04/08/2016 à 3001 mill/kg enregistré le 25/08/2016.

Œufs de consommation
(Période du 01/08/2016 au 31/08/2016)



Les prix à la production des œufs de consommation ont connu une quasi-stagnation durant les quinze premiers jours du mois d'août 2016 enregistrant un prix moyen de 104.5 mill/œuf.
Au cours du reste du mois les prix ont évolué à la hausse pour atteindre un maximum de 128.2 mill/œuf le 25/08/2016.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après le GIPAC.

La Tunisie sous le seuil de pauvreté hydrique

La Tunisie connait un manque hydrique structurel, aggravé par le déficit pluviométrique persistant notamment au cours des deux dernières saisons consécutives. C'est ce qui place le pays en dessous du seuil de pauvreté hydrique.

Les coupures d'eau répétitives survenues dans de nombreuses régions du pays cet été sont dues à une raréfaction des ressources hydriques notamment celles des barrages. Cet état de fait à obligé la SONEDE à une redistribution des ressources existantes sur les différentes régions, voire à un programme de rationnement d'eau. Si cette crise venait à se poursuivre, et en l'absence de pluies d'ici fin septembre, les autorités annoncent le recours au rationnement des eaux destinées aux zones irriguées.

Les ressources hydriques de la Tunisie sont estimées à 4, 8 milliards de m^3 par an réparties entre les eaux de surface estimées à 2,7 milliards de m^3 par an et les ressources souterraines à raison de 2,1 milliards de m^3 par an. Qualitativement, 52 % des ces eaux ont une salinité supérieure à un gramme et demi.

Un pays est considéré comme suffisamment pourvu de ressources en eau s'il remplit le seuil de 1000 m^3 / personne par an.

Le seuil de pauvreté hydrique est de 500 m^3 par personne par an. Or, la Tunisie en est à 460 m^3 / personne / an, et est ainsi sous le seuil de pauvreté hydrique.

Il y a 6 à 7 ans, la moyenne était de 480 m^3 par personne par an, mais vu l'accroissement démographique, les ressources étant les mêmes, cette moyenne a baissé à 460 m^3.

La Tunisie souffre ainsi d'un manque structurel de ses ressources hydriques, d'autant plus que les pluies sont variables du nord au sud. Alors qu'on peut enregistrer à l'extrême nord, 800 à 900 mm de précipitations par an, la pluviométrie baisse à 300 mm voire moins de 100 mm dans le sud, soit dans plus de 40 % du pays.

La Tunisie a connu une variation pluviométrique au fil des années. Sur une période de dix ans, la moyenne est d'à peu-près, trois ans pluvieux, trois ans secs et quatre ans où l'on atteint un point d'équilibre. Mais, au cours des 20 dernières années, les années de sécheresse ont tendance à augmenter.

La Tunisie avait mis une stratégie en la matière depuis les années 70 à travers les plans directeurs des eaux soit : le plan directeur des eaux du Nord, le plan directeur des eaux du Centre et le plan directeur des eaux du Sud. Actualisés fin 1990, ces plans ont consisté en la construction de barrages, l'exploitation des ressources souterraines, etc. Mais, cela n'a pas permis de juguler les difficultés.

La crise pourrait s'aggraver si la Tunisie connait encore une ou deux autres années de sécheresse, après qu'elle ait vécu deux années consécutives marquées par un déficit pluviométrique. Le manque de pluies se répercute grandement sur l'approvisionnement des barrages. Par rapport aux dix ou vingt dernières années, la carence est de 66 % dans les ressources des barrages, avec des ressources de seulement 34 %.

Une baisse du niveau des nappes phréatiques alimentées par les pluies a été aussi enregistrée, notamment les nappes du Centre et du Nord qui ne sont pas très profondes et qui sont influencées par le manque de pluie.

La crise est réelle et risque de se poser avec plus d'acuité, si les pluies ne sont pas au rendez-vous. S'il n'y a pas de pluies d'ici fin septembre, on aura recours au rationnement de l'eau d'irrigation, tout en privilégiant l'eau potable.

Face à cette situation des solutions urgentes sont à mettre en œuvre dont l'accélération de réalisation des projets programmés à savoir les grands réservoirs et les grands barrages. Deux barrages stratégiques, l'un dans la banlieue de Tunis et l'autre dans la banlieue de Sousse Kalaâ et Saïda. Il s'agit aussi de doubler les

canaux de transfert, de réaliser les stations de dessalement dans les plus brefs délais, celle de Djerba, la station de Zarat, et celle de Sfax qu'à défaut d'être prête en 2020/21, le problème risquerait de s'aggraver. On préconise également le recours aux stations de dessalement mobiles dans les régions pourvues de ressources salées et/ ou maritimes.

Source : www.gnet.tn.

Les quantités de dattes exportées atteignent un niveau record à plus de 104 mille tonnes

Les quantités de dattes exportées jusqu'au 22 aout 2016, ont atteint un niveau record, soit 104,5 mille tonnes contre 95,6 mille tonnes exportées en 2015 et 103 mille tonnes, durant la saison exceptionnelle de 2012-2013.
La valeur de ces exportations, qui a atteint 465 millions de dinars (MD) contre 441 MD durant la même période de l'année précédente, devrait augmenter encore d'autant que la saison de l'exportation se poursuit jusqu'à la fin du mois de septembre 2016.
Les exportations des dattes biologiques ont atteint jusqu'au 22 août 2016, 13 mille tonnes, contre 12,2 mille tonnes au cours de la dernière saison.
Les opérations d'exportation se poursuivront vers 64 pays, sachant que la capacité de production du secteur des dattes pour la saison 2014/2015, s'est élevée à 246 mille tonnes.
Selon le MARHP, les dattes tunisiennes occupent la première place, en termes de valeur des échanges commerciaux et la cinquième place, en terme de quantités exportées sur le marché mondial.
La production des dattes revêt une importance particulière pour l'économie nationale, d'autant que la valeur des exportations de ce produit agricole occupe la deuxième place, après celle de l'huile d'olive.

Source : TAP.

Importation des céréales

La Tunisie a acheté le 18/08/2016, 50 mille tonnes de blé dur au prix moyen de 256 Dollars/ tonne (558.08 DT/T). Ces quantités devraient arriver aux ports tunisiens en janvier 2017.
Comparé au prix du blé local (700 DT/T pour la récolte 2016), le prix de l'importé sera inférieur de 141.92 Dinars/tonne (-20.27%). Par rapport aux achats du 21/07/16, le prix de cette dernière fois, a diminué de 1.98 %. Les achats sur le marché mondial des céréales à des prix plus favorables, en dessous du niveau des prix locaux reflètent une démarche d'importation qui tienne compte à la fois du niveau de collecte de la dernière récolte et de l'évolution des cours à l'échelle internationale. Les dernières acquisitions suggèrent jusque là la garantie des stocks sécuritaires à un coût moindre.

Source : Office des Céréales

Le Kef : Un jeune met en œuvre une technique d'irrigation moderne

Un jeune originaire de la localité El Houdh de la délégation de Tajerouine (gouvernorat du Kef) a mis en œuvre une technique d'irrigation moderne constituée d'un moteur électrique connecté à la pompe à eau.
Cette technique automatique fournira l'eau d'irrigation selon les besoins avec la possibilité de contrôler toute l'opération à distance et sans intervention humaine, selon le concepteur du projet.

Cette nouvelle technique sera enregistrée à l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle (INNORPI).
Selon son concepteur, cette technique permettra de réduire les coûts de production, d'économiser les ressources énergétiques et hydriques et de contrôler le dispositif à distance.

Source : TAP.

Le virus H5N1 s'étend en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale

Selon une mise en garde de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), datée de juillet 2016, les pays de la région d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale sont en état d'alerte alors que le virus H5N1 hautement pathogène de la grippe aviaire continue de s'étendre dans toute la région. Cette souche virale peut infecter et occasionner la mort des êtres humains et tuer la volaille sur une grande échelle.
Les dernières éruptions du virus H5N1 ont été récemment confirmées dans des élevages de volaille du Cameroun, mettant en péril le secteur de la production avicole dans les pays voisins. Pour la première fois depuis 2006, la maladie a été détectée en Afrique Centrale.
Cette dernière éruption porte le nombre de pays ayant eu à faire face à la grippe aviaire en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale à six pays dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger et le Nigéria.
Le Nigéria continue d'être le pays le plus touché, avec plus de 750 cas et 3,5 millions d'oiseaux morts ou abattus. Les cas récemment enregistrés au Cameroun suscitent de grandes inquiétudes de voir la maladie s'avancer vers le sud, ce qui aurait pour effet de déclencher des réponses nationales ou mondiales d'urgence ayant pour objet de contenir la maladie et le dépistage de la maladie chez les travailleurs du secteur avicole.
La souche du virus H5N1 de la grippe aviaire a tué des dizaines de millions de volailles et occasionné la perte de dizaine de milliards de dollars à travers le monde depuis que le virus a connu son extension internationale en 2013.
Selon les médias du pays, on estime les pertes du seul Cameroun à 20 millions de dollars.
La FAO, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) œuvrent en étroite collaboration à offrir aux Etats membres l'aide requise en matière d'évaluation des risques, de planification des mesures d'urgence, de conseils techniques et d'équipement de laboratoire. Ils aident aussi à la réalisation des enquêtes sur les cas potentiels de grippe aviaire chez les animaux ou les êtres humains et à identifier les sources d'infection.
Les interventions de riposte comprennent l'abattage des volailles exposées ou infectées, la désinfection des locaux et des marchés et l'élimination en toute sécurité des oiseaux morts.
L'une des préoccupations majeures réside dans la possibilité de voir la maladie devenir endémique dans l'ensemble de la région, particulièrement au Nigéria, pays où la grippe aviaire s'est tellement ancrée dans le secteur de la production avicole et des systèmes de commercialisation que son éradication devient difficile à envisager.

Source : FAO.

GLEAM-i : Un nouvel outil d'aide aux agriculteurs

Un nouvel outil interactif développé par la FAO permet aux agriculteurs, aux décideurs politiques et aux scientifiques de calculer la production de viande, de lait et d'œufs ainsi que les émissions de gaz à effet de serre produites par le bétail. L'idée est de rendre à la fois le secteur plus productif et plus respectueux du climat.

GLEAM-i, le Global Livestock Environmental Assessment Modelinteractif, répond à un large éventail de questions. Par exemple, en tant que petit détenteur de bétail ou éleveur, comment faire pour que mes bêtes produisent plus de lait, de viande ou d'œufs ? Si vous êtes un décideur politique, quelles pratiques dois-je soutenir afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par le bétail ?

Basé sur GLEAM, le modèle développé par la Division de la production et de la santé animales de la FAO pour encourager de nouvelles politiques et pratiques afin de parvenir à un développement durable du bétail, GLEAM-i peut être manipulé par quiconque utilisant le logiciel Excel, y compris les organisations communautaires travaillant dans des zones rurales éloignées. Le nouveau modèle inclue de nombreuses variables telles que les pays, les régions, le nombre et le type de bétail - laitier ou viande ovine, porcs de basse-cour ou industriels, systèmes de pâturage ou mixtes- matières premières, gestion du fumier ainsi que les conditions spécifiques de vie des animaux.

« L'objectif de Gleam est d'aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de s'assurer que l'élevage est aussi efficace que possible, afin de contribuer à l'alimentation des populations, à leurs besoins nutritionnels et ceux relatifs à leurs moyens d'existence tout en ayant recours à moins de ressources naturelles ».

Des centaines de millions de personnes dans le monde dépendent du bétail pour leurs moyens d'existence, pour leur sécurité alimentaire et pour leur alimentation. Le bétail est particulièrement important pour les pays en développement ou la demande en protéine animale est en augmentation et pour les régions marginales et reculées ou très peu d'autres alternatives existent. Pourtant, selon certaines estimations, le secteur est responsable de 14,5 pour cent des émissions anthropiques de gaz à effet de serre.

Les recherches de la FAO sur Gleam ont montré qu'avec des mesures faisables et abordables, les éleveurs de bétail pouvaient augmenter leur production tout en réduisant les émissions de presque un tiers.

Des informations précises sur l'empreinte écologique des différentes filières de l'élevage aideront les principaux acteurs du secteur à prendre des décisions en meilleure connaissance de cause et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. « Par exemple, les gouvernements peuvent utiliser GLEAM-i pour préparer des inventaires nationaux et pour développer des politiques visant à améliorer l'efficacité de l'élevage, de l'alimentation et de la gestion du fumier ».

Actuellement, GLEAM est utilisé dans de nombreux projets nationaux et internationaux, par exemple, dans le cadre d'initiatives agricoles intelligentes face au climat en Equateur, au Niger, en Zambie et au Malawi. Cet outil s'est également révélé utile dans le cadre d'un programme financé par la Coalition pour le climat et l'air pur afin d'améliorer la productivité et de réduire les émissions de méthane entérique en Amérique du sud, en Asie du sud-est et en Afrique de l'ouest et de l'est.

Source : FAO.

Les indicateurs clés du changement climatique ont atteint des niveaux record en 2015

Recul des glaces, sécheresse, inondations… c'est un sombre portrait de la Terre que donne le rapport annuel sur l'état du climat (« State of the Climate »), un document de 300 pages auquel ont participé 450 scientifiques du monde entier.

Le phénomène météorologique El Niño, particulièrement vigoureux en 2015, a « exacerbé » la tendance au réchauffement l'an dernier selon les experts, qui notent que « la Terre a enregistré des records de chaleur pour la seconde année consécutive ».

Zone particulièrement sensible au changement climatique, l'Arctique a continué à se réchauffer et a atteint des « niveaux enregistrés en 2007 et 2011, soit des records depuis le début des relevés au début du XXe siècle, avec une augmentation de 2,8 °C depuis cette époque. »

Les concentrations de trois des principaux gaz à effet de serre, dioxyde de carbone (CO_2), méthane et protoxyde d'azote, ont « atteint de nouveaux sommets en 2015 », indique le rapport, qui s'appuie sur des dizaines de milliers de relevés tirés de nombreuses bases de données indépendantes.

A Hawaï, sur le volcan de Mauna Loa, la concentration de dioxyde de carbone a enregistré, en moyenne annuelle, « la plus forte augmentation depuis le début des relevés il y a cinquante-huit ans ». Sur l'ensemble de la planète, le CO_2 a frôlé la barre symbolique des 400 parties par million (ppm), atteignant 399,4 ppm, soit une hausse de 2,2 ppm par rapport à 2014.

Le niveau des eaux a atteint son plus haut point, avec quelque 70 millimètres de plus que la moyenne enregistrée en 1993. Il monte graduellement autour de la Terre, avec une poussée d'environ 3,3 millimètres par an, selon le rapport. La hausse est plus rapide en certains points du Pacifique et de l'océan Indien et elle risque de s'accélérer dans les prochaines décennies, à mesure que les glaciers et les calottes glaciaires fondront, menaçant la vie de millions d'habitants sur les côtes.

L'année 2015 a aussi été marquée par une saison de pluies plus abondante que la moyenne, qui a provoqué de graves inondations.

Des sécheresses sévères ont affecté des superficies presque deux fois plus importantes en 2015 que l'année précédente (14 %, contre 8 % en 2014).

Les eaux plus chaudes ont aggravé la propagation d'algues qui a affecté l'été dernier une importante zone du Pacifique nord, allant de la Californie jusqu'en Colombie-Britannique, au Canada, avec des « effets significatifs sur la vie marine, les ressources côtières et les habitants qui dépendent de ces ressources ».

La saison des ouragans dans l'Atlantique a été particulièrement modérée pour la deuxième année de suite, là encore en grande partie affectée par El Niño, bien que le nombre de cyclones tropicaux « ait été bien au-dessus de la moyenne globalement ».

Cette tendance devrait se confirmer en 2016, puisque les six premiers mois de l'année ont été de loin les plus chauds du globe.

Source : AFP.

La FAO avertit du risque de propagation des organismes nuisibles et des maladies par commerce maritime

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la propagation des organismes nuisibles et des maladies par commerce maritime engendrent des dégâts importants. Un champignon exotique est ainsi responsable de l'extermination de milliards de châtaigniers américains au début du 20ème siècle. Aujourd'hui, l'agrile du frêne[1] menace de faire la même chose avec un arbre utilisé depuis longtemps par les hommes pour fabriquer des manches d'outils, des guitares et du mobilier de bureau, a noté la FAO. Selon une étude, les invasions biologiques entraînent des dégâts estimés à près de 5% de l'activité économique mondiale annuelle.

Selon le coordonnateur du secrétariat de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) au sein de la FAO, "les pertes de récolte et les frais de contrôle engendrés par les maladies exotiques pèsent énormément sur la production alimentaire, la production de fibre et la production fourragère". Aujourd'hui, près de 90% du commerce mondial se fait par voie maritime. Par conséquent, les espèces envahissantes arrivent dans de nouveaux habitats par divers moyens, mais le transport maritime est le principal d'entre eux.

NB : [1] *L'agrile du frêne est un coléoptère envahissant extrêmement destructeur qui s'attaque aux essences de frêne.*

Source: www.french.xinhuanet.com.

Observatoire National de l'Agriculture

30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis
Site Web: http://www.onagri.tn
Téléphone (+216) 71-801-055/478
Télécopie : (+216) 71-785-127
E-mail : onagri@iresa.agrinet.tn